

# **Business France**

**77, Boulevard Saint-Jacques  
75998 Paris Cedex 14**

**Procédure avec négociation  
avec présélection des candidatures**

***Articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la  
commande publique***

**« Accord cadre de services de gestion du programme d'assurance des  
volontaires internationaux  
de Business France »**

**MARCHE N°PN 2025.01.01  
JOUE n°2025 / c7c9460dbf76417a96b94cb738afe2fb**

## **REGLEMENT D'APPEL A CANDIDATURE**

**Date et heure limites de remise des dossiers de candidatures**

**Vendredi 14/02/2025 à 12 heure - (heure de Paris)**

Le présent Règlement d'appel à candidature (RAC) comporte 30 pages numérotées de 1 à 30.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	PRESENTATION DE BUSINESS FRANCE .....	4
ARTICLE 2	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE .....	7
Article 2.1	Objet de l'Accord cadre .....	7
2.1.1	Objet .....	7
2.1.2	Description des prestations .....	8
2.1.3	Forme de la consultation .....	10
Article 2.2	Variantes, offres multiples et tranches.....	11
Article 2.3	Allotissement .....	13
Article 2.4	Langue de consultation.....	13
Article 2.5	Spécifications techniques .....	13
Article 2.6	Quantités prévisionnelles .....	13
Article 2.7	Durée de l'Accord cadre .....	13
ARTICLE 3	CALENDRIER DE CONSULTATION .....	14
ARTICLE 4	CONDITIONS DE PARTICIPATION .....	14
Article 4.1	Aptitude à exercer l'activité professionnelle .....	14
Article 4.2	Forme du candidat : candidature individuelle ou sous forme de groupement .....	15
Article 4.3	Intangibilité de la candidature .....	16
Article 4.3	Mise en œuvre de l'interdiction d'attribuer ou d'exécuter des contrats de la commande publique avec la Russie.....	17
ARTICLE 5	DOCUMENTS DE L'APPEL A CANDIDATURE .....	17
Article 5.1	Documents relatifs à la candidature .....	17
Article 5.2	Retrait du dossier d'appel à candidature.....	18
Article 5.3	Renseignements complémentaires .....	18
Article 5.4	Anomalies, erreurs, incohérence, imprécisions ou omissions du Dossier d'appel à candidature	19
Article 5.5	Confidentialité .....	19
Article 5.6	Modification du dossier d'appel à candidature .....	21
ARTICLE 6	DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LES CANDIDATS .....	21
Article 6.1	Documents relatifs à la candidature .....	21
Article 6.2	Précisions relatives aux candidatures .....	22
ARTICLE 7	CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES .....	25
Article 7.1	Date de remise des dossiers de candidatures.....	25
Article 7.2	Dématérialisation de la remise des dossiers de candidatures.....	25
Article 7.3	Modalités de remise des dossiers de candidatures .....	25
Article 7.4	Copie de sauvegarde.....	25

ARTICLE 8	ANALYSE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES .....	27
Article 8.1	Régularité et complétude des dossiers de candidatures .....	27
Article 8.2	Niveaux minimaux de capacité .....	27
Article 8.3	Critères de sélection des candidatures .....	28
Article 8.4	Vérification de l'absence d'interdiction de soumissionner .....	29
Liste des Annexes au Règlement d'Appel à Candidature : .....		29

## ARTICLE 1      PRÉSENTATION DE BUSINESS FRANCE

### *Article 1.1      Présentation générale*

Business France une Entreprise Publique de Conseil qui agit au service de l'internationalisation de l'économie française.

Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France.

Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le V.I.E (Volontariat International en Entreprise).

Business France dispose de plus de 1 400 collaborateurs situés en France et dans 53 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires publics et privés.

Business France, en tant qu'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC), doit se conformer aux prescriptions de la commande publique pour l'ensemble de ses achats, et plus particulièrement au Code de la commande publique.

Business France est structurée autour de quatre directions générales dont les services sont répartis en France et dans le monde :

La Direction générale déléguée INVEST, qui s'occupe de la prospection et l'accueil des investissements étrangers en France,

La Direction générale déléguée EXPORT, pour le développement international des entreprises implantées en France et de leurs exportations, qui inclut la Direction VIE.

La Direction de la Communication et des Affaires Publiques, en charge de la communication interne et externe de l'Agence.

La Direction Commerciale, qui regroupe l'ensemble des équipes commerciales en région :  
Le réseau des CAI, dans le cadre de son partenariat avec Bpifrance,  
Le réseau des Conseillers Internationaux (CI) en partenariat avec les CCI

La Direction générale déléguée Stratégies et Ressources qui regroupe :

La Direction des Ressources Humaines,  
La Direction Financière,  
La Direction des Systèmes d'Information,  
La Direction du Réseau International,  
La Direction Juridique,  
La Direction Stratégique  
La Direction des Partenariats Stratégiques.

De plus, sont directement rattachées à la Direction générale :

La Mission Audit, Risques et Qualité  
La Direction des Directeurs Inter-Régionaux

Ces personnes sont géographiquement réparties en France et dans le monde : au siège à Paris et Marseille, en régions en France, ainsi que dans les 74 Bureaux Business France répartis dans 53 pays.

L'agence est placée sous la tutelle conjointe du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités territoriales et du ministère de l'Economie et des Finances.

Dans ce contexte Business France organise la présente consultation, afin de renouveler son contrat de gestion du programme d'assurances des Volontaires Internationaux de Business France

### **Article 1.2    *Présentation des activités de gestion des Volontaires internationaux***

Business France, placée sous la triple tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, du Ministère de l'Economie et des Finances et du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, gère par délégation de l'Etat le dispositif du V.I.E.

Le V.I.E, Volontariat International en Entreprise, permet aux entreprises de droit français de confier à un jeune, homme ou femme, âgé de dix-huit (18) à vingt-huit ans (28), une mission professionnelle à l'étranger entre six (6) et vingt-quatre (24) mois renouvelable une fois dans la limite de vingt-quatre (24) mois

Le V.I.E favorise ainsi l'internationalisation des entreprises de droit français sur les marchés étrangers et, d'autre part, de compléter le cursus des jeunes ressortissants de France ou de l'Espace Economique Européen et de Monaco, en leur offrant une expérience formative à l'international.

Le V.I.A, Volontariat International en Administration, dans les mêmes conditions d'âge de nationalité et de durée que le V.I.E, permet la réalisation d'une mission professionnelle au sein des bureaux Business France à l'étranger. Par V.I.A, nous entendons les V.I.A sous contrat Business France.

Ci-après les chiffres clés liés aux V.I.E et V.I.A en poste en décembre 2023 et en décembre 2024 :

	Décembre 2023	Décembre 2024
<b>Volontariat International en Entreprise (V.I.E)</b>		
<b>Nombre de V.I.E en poste</b>	11 324	11 555
<b>Nombre de pays d'affectation</b>	124	118
<b>10 premiers pays d'affectation</b>	1. Belgique : 1 534 2. Etats-Unis : 1 519 3. Allemagne : 987 4. Canada : 982 5. Espagne : 868 6. Italie : 371 7. Luxembourg : 366 8. Japon : 268 9. Emirats Arabes Unis : 238 10. Royaume-Uni : 233	1. Belgique : 1559 2. Etats-Unis : 1448 3. Allemagne : 996 4. Espagne : 907 5. Canada : 891 6. Italie : 401 7. Luxembourg : 385 8. Australie : 298 9. Royaume-Uni : 288 10. Japon : 245
<b>Volontariat International en Administration (V.I.A)</b>		
<b>Nombre de V.I.A en poste</b>	141	123
<b>Nombre de pays d'affectation</b>	40	40
<b>Principaux pays d'affectation</b>	Etats-Unis, Canada, Belgique, Allemagne, Espagne, Australie, Japon, Royaume-Uni, Emirats Arabes Unis, Singapour	

Il convient par ailleurs de noter que les projections réalisées quant au nombre de V.I.E et V.I.A en poste sur la durée totale de l'accord-cadre sont les suivantes :

- Nombre prévisionnel de V.I en poste au 31/12/2026 : 12 168
- Nombre prévisionnel de V.I en poste au 31/12/2027 : 12 668
- Nombre prévisionnel de V.I en poste au 31/12/2028 : 13 190
- Nombre prévisionnel de V.I en poste au 31/12/2029 : 13 733
- Nombre prévisionnel de V.I en poste au 31/12/2030 : 14 300

## ARTICLE 2 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### Article 2.1 *Objet de l'Accord cadre*

#### 2.1.1 **Objet**

Le présent accord-cadre porte sur des prestations de courtage et gestion d'assurances pour les Volontaires Internationaux (V.I.E et V.I.A) affectés à l'étranger concernant :

- la gestion des certificats d'aptitude et des affiliations,
- la gestion des appels de primes sur des contrats obligatoires ou facultatifs,
- la distribution directe des contrats facultatifs auprès des volontaires internationaux et de leurs ayants-droits (présentation et souscription des formules surcomplémentaires proposées en complément),
- la gestion des prestations en frais de santé et prévoyance au 1<sup>er</sup>€ et le cas échéant avec subrogation CFE,
- la mise en place et/ou la mise en œuvre de prestations complémentaires type téléconsultation médicale et accompagnement psychologique,
- la mise en place d'API (interface de programmation d'application) avec Business France,
- la mise à disposition d'un plateau de contact (point d'entrée unique) couvrant la téléphonie et les autres médias,
- la gestion de la communication et de la prévention vis-à-vis des volontaires internationaux,
- la mise en place de guide d'utilisation des garanties et des moyens de contacts,
- la mise à disposition d'une application wallet / smart phone et d'espace adhérent pour les volontaires internationaux,
- la fourniture mensuelle de fichiers et de données de pilotage,
- la livraison des fichiers affiliés assurant le contrôle d'éligibilité pour les partenaires dans des formats définis,
- la fourniture et la présentation des éléments permettant de réaliser des analyses quantitatives, qualitatives et actuarielles à la demande et/ou si détection d'éléments nécessitant une attention particulière, et de façon proactive et en tout état de cause au minimum une fois par an,
- la proposition d'un dispositif de coordination, de suivi et de pilotage du programme d'assurance avec la comitologie associée,
- le suivi des KPIS concernant la qualité de service,
- la mise à disposition d'espace entreprise de Business France avec la mise à disposition d'outil de tableau de bord et de visualisation.

Cet accord-cadre de gestion et de courtage d'assurance s'inscrit dans le cadre de la mise en place de contrats d'assurances, qui sont souscrits en par Business France agissant pour le compte des bénéficiaires qui sont les assurés.

Les contrats d'assurances seront souscrits au cours de l'année 2025 avec un effet prévu au 01/01/2026, postérieurement à la conclusion du présent Accord-cadre.

Dans le cadre de la mise en place prévue au 1er janvier 2026, il convient de prévoir le transfert des contrats en cours dans les nouvelles solutions mises en place pour une volumétrie estimée au 31/12/2025 à 11 687 bénéficiaires.

### 2.1.2 Description des prestations

La description des prestations attendues est la suivante :

Description des prestations attendues	
<b>La gestion des certificats médicaux d'aptitude</b>	
	Mise en place de médecins agréés
	Démarche de qualification
	Processus de validation d'aptitude médicale
<b>La gestion des affiliations des volontaires internationaux et de leurs ayants-droits sur les différents contrats à titre obligatoire ou facultatif</b>	
<b>La distribution directe des contrats facultatifs auprès des volontaires internationaux et de leurs ayants-droits</b>	
<b>La gestion des primes d'assurance dans le cadre de contrat obligatoire (émission mensuelle en nombre de contrats à facturer en 1/12<sup>ème</sup>) et de contrats facultatifs</b>	
<b>La gestion des prestations en frais de santé au 1er€ ou en complément régime obligatoire type CFE (contrat obligatoire) pour le volontaire international et ses ayants droits le cas échéant avec un tableau de garanties France et un tableau de garanties étranger accompagnés de surcomplémentaires fonctionnant sous forme de renfort à adhésion facultative (capacité à reconstituer une base régime obligatoire, processus automatisé permettant l'étude et le calcul sur deux niveaux avec en niveau 2 un renfort de paiement de prestations en application du calcul de la surcomplémentaire souscrite volontairement)</b>	
	Hospitalisation médicale, chirurgicale et de jour
	Maternité
	Médecine ambulatoire et soins courants (consultations, auxiliaires médicaux, examens laboratoires, radiologie, pharmacie, vaccins obligatoires, médecines douces, transport))
	Soins dentaires y/c 100% santé (soins, prothèses, orthodontie, implants)
	Optique y/c 100% santé (monture, verres, lentilles)
	Prothèses et matériels médicaux, aides auditives (y/c 100% santé)
	Visite médicale de début et fin de volontariat international



<b>La proposition de réseaux de soins avec des procédures opérationnelles ayant pour objet la maîtrise des dépenses médicales au sein des différents pays (réseau médical et hospitalier - coûts négociés et contrôlés avec si nécessaire l'intervention d'un plateau médical) accompagné de dispositif de tiers payant ou de paiement des frais de santé</b>	
<b>La gestion des prestations en prévoyance au 1<sup>er</sup>€ (contrat obligatoire) avec un tableau de garantie unique pour le volontaire international complétée d'une offre de renfort à titre facultatif</b>	
	Garantie décès toutes causes, frais d'obsèques, accidents du travail et maladie professionnelle avec incapacité de travail temporaire ou permanente, accident et maladie vie privée avec incapacité de travail temporaire ou invalidité
<b>La gestion de la subrogation avec la Caisse des Français à l'étranger éventuellement selon le choix effectué au niveau de l'appel d'offre assurances pour couvrir la part obligatoire France avec fourniture de la carte Vitale, et/ou une part internationale (la part complémentaire et surcomplémentaire relevant alors d'un organisme d'assurance) tant en frais de santé qu'en prévoyance</b>	
<b>La mise en place et/ou la gestion de prestations complémentaires</b>	
	Téléconsultation (Organisme à proposer dans la réponse du courtier gestionnaire)
	Interface avec les porteurs de risque sur des campagnes de service corporate et /ou de prévention catalogue des assureurs décidés par Business France (Uniquement sur la coordination au niveau de la mise en œuvre)
	Dispositif de sécurité et d'alerte de masse via des notifications sms et emails (Uniquement sur la coordination au niveau de la mise en œuvre, l'opérateur choisi directement par Business France)
	Accompagnement psychologique (Uniquement sur la coordination au niveau de la mise en œuvre, l'opérateur étant choisi directement par Business France dans le cadre d'un lot spécifique de l'appel d'offre assurance)
<b>La mise en place d'API (ou autre solution d'échange de données)</b>	
	Pour les certificats d'aptitude
	Pour les affiliations (en intégration de données source Business France)
	Pour des opérations de gestion en self care réalisables par les équipes de Business France et notamment les arrêts de travail
<b>La mise à disposition d'un solution relation client omnicanal (point d'entrée unique) couvrant la téléphonie et les autres médias (extranet, appli dédiée, WhatsApp, Messenger, autres...) et mail pour l'ensemble des risques (Frais de santé, prévoyance, assistance / rapatriement, protection juridique, risques spéciaux, téléconsultation, accompagnement santé mentale)</b>	
<b>La coordination opérationnelle avec la gestion d'opérations d'assistance / rapatriement</b>	
<b>La gestion de la communication et des campagnes de prévention régulière et ponctuelle</b>	
<b>Les guides de présentation et d'utilisation des garanties et services (format dématérialisé et interactif)</b>	
<b>L'application wallet / smart phone 'avec portefeuille numérique) et l'espace adhérent concernant :</b>	
	L'ensemble des risques assurés en coordination avec les opérateurs qui sont retenus (point d'entrée unique) y compris la téléconsultation et l'assistance
	La coordination avec le dispositif de sécurité et d'alerte de masse via des notifications sms et emails

	La coordination avec la solution de service concernant l'accompagnement psychologique avec l'opérateur qui est retenu
<b>La transmission mensuelle des fichiers de données ligne à ligne frais de santé et prévoyance et des dossiers en cours prévoyance tous les trimestres avec les provisions associées (en format cumulé par exercice)</b>	
<b>La fourniture et la présentation des éléments permettant de réaliser des analyses quantitatives, qualitatives et actuarielles afin de fournir à Business France les éléments nécessaires au pilotage du programme en frais de santé et prévoyance</b>	
<b>La présentation et le suivi des KPIS concernant la qualité de service</b>	
<b>La proposition d'un dispositif de coordination, de suivi et de pilotage du programme d'assurance</b>	
<b>L'espace entreprise de Business France avec la mise à disposition de tableau de bord via un outil de visualisation et de tri de données (Power BI serait un plus)</b>	

### 2.1.3 Forme de la consultation

La présente consultation est une procédure avec négociation passée en application de l'article L. 2124-3 et des articles R. 2124-3 ainsi que des articles R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la Commande Publique avec réduction du nombre de candidats admis à soumissionner, conformément aux dispositions des articles R. 2142-15 à R. 2142-18 du CCP (phase de présélection régie par le présent Règlement d'Appel à Candidature).

Business France se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation (article R. 2161-17 du CCP).

Le choix de la procédure avec négociation est justifié notamment par les éléments suivants :

- **Le besoin ne peut être satisfait qu'avec une solution sur-mesure :**
  - Le statut VI impose des prestations de gestion minimales pour le VI et ses ayants-droits, avec des particularismes propres à sa situation extraterritoriale mais également à la population couverte (digitalisation des parcours, partage de données, mise à disposition d'API, nouvelles garanties ou prestations de services à gérer).
  - Une personnalisation poussée de la gestion de risques doit être recherchée pour enrichir la prise en charge des VI et de leurs ayants-droits à l'aune de cas nouveaux ou devenus récurrents survenus depuis la dernière mise en concurrence ;
- **La complexité de l'accord-cadre et de ses risques :**
  - Dans le cadre d'une croissance forte des dépenses de santé et des coûts à l'international, les assureurs et les gestionnaires de programme d'assurance

ont eu à faire face à des surcroits de prise en charge de frais de santé, de rapatriement, et de de risques divers comme la responsabilité civile avec un accroissement fort des volumétries (croissance des effectifs de 23% en 2022 et de 37% en 2023).

- Afin de bénéficier d'un cout de gestion adapté et de conserver l'attractivité du dispositif d'assurance concernant les VI, Business France doit pouvoir challenger les offres qui seront remises pour
  - Bénéficier du tarif le plus ajusté possible compte tenu de la croissance constatée
  - Mettre en place une grande stabilité de la tarification sur la durée de l'accord-cadre (maîtriser l'équilibre entre le pourcentage des primes et le budget en euros) ;

- **le besoin consiste en une solution innovante :**

- La bonne gestion de l'assurance des volontaires internationaux suppose des réseaux et un maillage territorial de l'offre de soins, de qualité, en France comme à l'international, à un coût qui doit rester maîtrisé avec des solutions performantes de cost containment opérationnel et des coordinations à mettre en place entre différents opérateurs,
- La capacité du gestionnaire à proposer des solutions innovantes, que ce soit, par exemple, en termes d'outils numériques (accès de l'information / gestion des factures de soins / prise en charge des hospitalisations, rapatriement, certificats médicaux d'aptitude, gestion des arrêts de travail)

## **Article 2.2 Variantes, offres multiples et tranches**

**2.2.1.** Les variantes constituent des modifications, à l'initiative des candidats, de spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation.

Elles sont **interdites** dans le cadre de la présente procédure avec négociation.

**2.2.2.** Une offre multiple consiste à faire, en réponse à un ou plusieurs éléments obligatoires constitutifs de l'accord-cadre, plusieurs propositions.

Les offres multiples sont également interdites.

**2.2.3. - L'Accord-cadre comporte 2 tranches :**

- Une tranche ferme concernant les activités de courtier gestionnaire recouvrant

- La gestion des certificats d'aptitude et des affiliations,
  - La gestion des appels de primes sur des contrats obligatoires ou facultatifs,
  - La distribution directe des contrats facultatifs auprès des volontaires internationaux et de leurs ayants-droits (présentation et souscription des formules surcomplémentaires proposées en complément),
  - La gestion des prestations en frais de santé et prévoyance au 1er€ et le cas échéant avec subrogation CFE,
  - La mise en place et/ou la mise en œuvre de prestations complémentaires type téléconsultation médicale et soutien / accompagnement psychologique,
  - La mise en place d'API (application programming interface) avec Business France,
  - La mise à disposition d'un plateau de contact (point d'entrée unique) couvrant la téléphonie et les autres médias,
  - La gestion de la communication et de la prévention vis-à-vis des volontaires internationaux,
  - La mise en place de guide d'utilisation des garanties et des moyens de contacts,
  - La mise à disposition d'une application wallet / smart phone et d'espace adhérent pour les volontaires internationaux,
  - La fourniture mensuelle de fichiers et de données de pilotage,
  - La capacité à livrer des fichiers affiliés assurant le contrôle d'éligibilité pour les partenaires (assistance, services annexes, protection juridique) dans des formats définis,
  - La fourniture et la présentation des éléments permettant de réaliser des analyses quantitatives, qualitatives et actuarielles à la demande et de façon proactive au minimum une fois par an,
  - La proposition d'un dispositif de coordination, de suivi et de pilotage du programme d'assurance avec la comitologie associée,
  - Le suivi des KPIS concernant la qualité de service,
  - L'espace entreprise de Business France avec la mise à disposition d'outil de tableau de bord et de visualisation.
- Une tranche optionnelle concernant l'évolution du processus de délivrance des certificats d'aptitude et notamment la gestion des certificats d'aptitude en s'appuyant sur :
    - La mise en place d'un réseau médical
    - La définition d'une démarche de sélection recouvrant les antécédents, les futures hospitalisations, la santé mentale, la situation ALD ou non
    - La gestion d'un comité ad hoc pour arbitrer sur les dossiers réservés

### **Article 2.3     *Allotissement***

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique regroupant l'ensemble des prestations.

L'absence d'allotissement se justifie en raison de l'unicité du besoin de Business France :

- La complémentarité et la cohésion entre les différentes prestations qui forment un ensemble indissociable ;
- La nécessité d'apporter un service global aux bénéficiaires avec un interlocuteur unique.

En outre, les services de gestion proposées sur le marché spécifique de la protection sociale internationale sont composés de cet ensemble de prestations.

### **Article 2.4     *Langue de consultation***

Tous les documents fournis par les candidats au cours de la consultation devront être rédigés en langue française.

De même, tous les échanges, écrits ou oraux, entre Business France et les candidats se dérouleront en langue française.

### **Article 2.5     *Spécifications techniques***

Les descriptions des prestations attendues et les spécifications techniques minimales sont décrites dans le Cahier des Prescriptions Minimales, qui sera joint au Dossier d'offre remis aux candidats présélectionnés.

### **Article 2.6     *Quantités prévisionnelles***

Le montant estimatif de l'Accord-cadre sur 5 ans, donné à titre purement informatif, et sans valeur contractuelle, est de 7 000 000 €.

### **Article 2.7     *Durée de l'Accord cadre***

Comme précisé par le CCAP, l'Accord-cadre prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2026, pour une durée initiale d'un (1) an.

Le délai de mise en place est incompressible et le Titulaire s'engage à débiter l'exécution des prestations au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

L'Accord-cadre est reconduit par tacite reconduction, sauf dénonciation notifiée trois (3) mois avant l'échéance contractuelle pour Business France et six (6) mois avant l'échéance contractuelle pour le Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. La dénonciation de l'Accord-cadre n'a pas à être motivée.

La reconduction a pour effet de prolonger la durée de l'Accord-cadre d'une (1) année supplémentaire.

Le nombre de reconduction tacite est limité à quatre (4) fois, de sorte que l'Accord-cadre prendra fin de plein droit le 31 décembre 2030 au plus tard et sans autre formalité.

## **ARTICLE 3 CALENDRIER DE CONSULTATION**

Le calendrier prévisionnel retenu par Business France dans son processus de sélection est défini comme suit :

Événement	Calendrier
Appel à candidature - Publication au JOUE	Mercredi 15/01/2025
Date limite de réception des candidatures	Vendredi 14/02/2025 à 12 heure - (heure de Paris)
Date de remise du DCE partie offre	Mardi 25/02/2025
Date limite de réception des offres initiales	Lundi 24/03/2025 à 12 heure - (heure de Paris)
Négociations (éventuelles) avec les candidats	Semaine du 14/04/2025. ½ journée par candidat
Date limite de réception des offres finales	Vendredi 25/04/2025 à 12 heure - (heure de Paris)
Choix de l'Attributaire	Semaine du 12/05
Mise en place de l'Accord-cadre	Jeudi 01/01/2026

Business France se réserve le droit de modifier le planning, qui n'est que purement prévisionnel, sans avoir à s'en justifier

## **ARTICLE 4 CONDITIONS DE PARTICIPATION**

### ***Article 4.1 Aptitude à exercer l'activité professionnelle***

La consultation comporte des activités de distribution d'assurance.

Les opérateurs économiques souhaitant participer et ne disposant pas de cette habilitation doivent recourir à des intermédiaires d'assurance pour ce qui concerne l'activité de distribution d'assurance, au sens des dispositions de l'article L. 511-1 du code des assurances.

Selon l'étendue de la mission de distribution d'assurances confiée aux éventuels intermédiaires d'assurance, ces derniers agiront :

- soit en simple qualité de mandataire du candidat dans les conditions précisées à l'article 6.2 du présent Règlement d'appel à candidature, si l'intermédiaire en assurance a seulement vocation à présenter, proposer ou aider à conclure le contrat ou à réaliser d'autres travaux préparatoires à sa conclusion ;
- soit en qualité de membre d'un groupement (dans les conditions précisées à l'article 4.2 du présent Règlement d'appel à candidature) ou en qualité de sous-traitant, si l'intermédiaire en assurance est appelé à contribuer à la gestion et à l'exécution du contrat, notamment au niveau de la distribution (v. alinéa 1 de l'article L. 511-1 du code des assurances).

En conséquence, pour les intermédiaires d'assurance (quelle que soit la qualité au titre de laquelle ils interviennent), les candidats doivent remettre l'attestation d'immatriculation au registre unique des intermédiaires ORIAS en cours de validité.

#### ***Article 4.2 Forme du candidat : candidature individuelle ou sous forme de groupement***

**4.2.1** Sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats à titre individuel ou sous la forme de groupement momentané d'entreprises.

La formule du groupement momentané d'entreprises peut notamment être utilisée par les candidats dans le cadre d'une co-assurance, en vue de permettre un partage des risques entre les différents membres du groupement.

**4.2.2.** Le groupement pourra, au choix des candidats, être solidaire ou conjoint. Il n'est pas prévu, après attribution de l'Accord-cadre, que le groupement soit tenu d'adopter une forme juridique déterminée.

En cas de groupement constitué avec un intermédiaire en assurance (voir article 5.1 du présent règlement d'appel à candidature), le groupement sera nécessairement conjoint, l'intermédiaire en assurance ne pouvant porter le risque assurantiel.

**4.2.3.** Les candidats souhaitant répondre à la Consultation sous la forme d'un Groupement

désigneront un mandataire.

En cas de groupement conjoint, il n'est pas exigé que le mandataire soit solidaire, pour l'exécution de l'Accord-cadre, de chacun des membres du groupement.

**4.2.4.** Il est interdit aux candidats de participer à la Consultation en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

#### ***Article 4.3 Intangibilité de la candidature***

**4.3.1.** Conformément aux principes prévus par le CCP et notamment en son article R. 2161-5, la candidature remise par les candidats est intangible.

Il en résulte :

- que les candidats doivent conserver, tout au long de la Consultation et à l'issue de celle-ci, le même niveau de capacités que celui qu'ils ont déclaré ;
- qu'il doit exister une identité juridique entre le candidat ayant présenté une candidature et le futur Titulaire, de sorte qu'il ne peut y avoir, au cours de la Consultation et à l'issue de celle-ci, de substitution, de retrait ou d'adjonction d'une personne distincte.

**4.3.2.** S'agissant des candidats ayant participé à la Consultation sous la forme d'un groupement, par exception à l'article 4.3.1 du présent règlement d'appel à candidature, il est fait application des principes suivants :

- Conformément à l'article L. 2141-13 du CCP, en cas de motif d'exclusion de la procédure de passation concernant un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, Business France exigera son remplacement par un autre opérateur économique qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la Consultation ;
- Conformément au premier alinéa de l'article R. 2142-26 du CCP, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à Business France l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de Business France, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants.



- Conformément au deuxième alinéa de l'article R. 2142-26 du CCP (résultant du décret n° 2024-1251) du 30 décembre 2024, la présente consultation étant une procédure avec négociation, Business France peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies : (i) le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure et (ii.) cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

Business France se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies par le présent règlement d'appel à candidature.

**4.3.3.** Conformément à l'article L. 2141-12 du CCP, si au cours de la Consultation l'opérateur économique est placé dans l'un des cas d'exclusion prévu par le CCP, il doit obligatoirement et sans délai informer Business France de ce changement de situation.

***Article 4.3 Mise en œuvre de l'interdiction d'attribuer ou d'exécuter des contrats de la commande publique avec la Russie***

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du **règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022** modifiant le règlement (UE) n°833/2014, qui prévoit des mesures restrictives auxquelles il leur appartient de se conformer.

## **ARTICLE 5 DOCUMENTS DE L'APPEL A CANDIDATURE**

***Article 5.1 Documents relatifs à la candidature***

Le Dossier d'appel à candidature est composé des pièces constitutives suivantes :

- L'avis d'appel à la concurrence relatif à la consultation,
- Le présent Règlement d'Appel à Candidature (RAC) et ses annexes,
- Le Cahier des Prescriptions Minimales,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,

- Le Cadre de Réponse pour les candidatures,
- Les modèles de formulaire DC 1 et DC2 établis par le Ministère de l'Economie et des Finances,
- Les Conditions Générales d'Achat et de Paiement Business France.

### **Article 5.2     *Retrait du dossier d'appel à candidature***

Les candidats peuvent consulter les avis publiés, retirer le Dossier d'appel à candidature sur la plate-forme de dématérialisation des achats utilisée par Business France (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur la plateforme.

Les candidats, qui le souhaitent, peuvent s'inscrire préalablement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation.

Les modalités d'inscription sont accessibles sur le site.

Ils obtiennent ainsi un identifiant et un mot de passe leur permettant de télécharger les documents de la consultation.

Business France déconseille aux candidats de télécharger de façon anonyme le Dossier d'appel à candidature.

En effet, le téléchargement anonyme ne permet pas d'être informé en cas de modification de la consultation.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats doivent disposer des logiciels suivants : Win-zip, Word, Excel, Adobe Reader.

### **Article 5.3     *Renseignements complémentaires***

Les candidats peuvent adresser à Business France toute demande de précision ou de renseignement complémentaire relatif à la présente consultation au plus tard dix (10) jours avant la date de remise des candidatures soit le mercredi 05/02/2025.

Ces demandes doivent, être obligatoirement adressées par l'intermédiaire de la plate-forme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Business France diffusera sur la plateforme les questions et les réponses apportées, au plus tard six (6) jours avant la date de remise des plis soit le jeudi 07/02/2025 à 17H00.

Dans le cas où la question et/ou la réponse serai(en)t de nature à dévoiler une partie du contenu de la réponse du candidat, Business France reformulera la question et la réponse de manière neutre, afin que l'ensemble des candidats disposent de la même information.

Afin de garantir l'impartialité de la procédure, il est interdit aux candidats de prendre directement contact avec les agents de Business France en charge de la présente consultation ainsi que des personnes l'assistant dans le cadre de la Consultation.

En cas de méconnaissance de cette interdiction, Business France se réserve le droit de procéder à l'exclusion du candidat, en application de l'article L. 2141-8 du code de la commande publique.

#### **Article 5.4    *Anomalies, erreurs, incohérence, imprécisions ou omissions du Dossier d'appel à candidature***

Chaque candidat est tenu de signaler les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces constitutives du Dossier d'appel à candidature.

A défaut de les avoir signalées, le candidat est réputé admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne l'ont pas lésé dans sa compréhension du Dossier d'appel à candidature, dans l'élaboration de sa candidature.

De même, le futur Titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir de ces erreurs, omissions ou anomalies pour se soustraire à l'une quelconque de ses obligations

#### **Article 5.5    *Confidentialité***

**5.5.1.** Les données communiquées par Business France aux candidats pour l'élaboration de leurs réponses (leur candidature puis, pour les candidats présélectionnés, leur offre) ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

A défaut du respect de cette obligation de confidentialité, Business France se réserve le droit de demander un dédommagement au candidat concerné ou de conduire toute action qu'il jugera utile.

**5.5.2** Il est rappelé aux candidats qu'il leur est strictement interdit d'entreprendre d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation de l'accord-cadre.

En présence d'éléments précis et circonstanciés indiquant que l'opérateur a effectué des démarches qu'il savait déloyales en vue d'obtenir des informations dont il connaissait le caractère confidentiel et qui étaient susceptibles de lui procurer un avantage indu dans le cadre de la procédure de passation, Business France fera application des dispositions de l'article L. 2141-8 du code de la commande publique.

Dans ce cadre, les candidats sont informés que :

- dans l'hypothèse où, quelle qu'en soit la cause (y compris si elle ne leur est pas initialement imputable), les candidats seraient rendus destinataires de documents/informations dont ils ne peuvent pas ignorer qu'ils/elles ne leur sont pas destiné(e)s, ces derniers ont interdiction d'en prendre connaissance ;
- dans l'hypothèse où, quelle qu'en soit la cause (y compris si elle ne leur est pas initialement imputable), les candidats auraient connaissance de documents / informations se rapportant à un autre opérateur économique, ils ont l'obligation d'informer **immédiatement** Business France et de prendre, **avec la plus grande diligence**, toutes les mesures appropriées pour limiter le dommage.

Les candidats sont informés que le respect de ces principes sera pris en considération, par Business France, dans le cadre de la procédure prévue à l'article L. 2141-11 du code de la commande publique.

Il est demandé aux candidats de rappeler, aux personnes (internes ou externes) en charge de les accompagner dans la mise en œuvre de la présente procédure, les présentes conditions et

les conséquences auxquelles l'opérateur s'expose si elles n'étaient pas respectées.

#### **Article 5.6      *Modification du dossier d'appel à candidature***

**5.6.1.** Business France se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications au Dossier d'appel à candidature.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

Ces modifications sont mises en ligne sur la plate-forme de dématérialisation des achats utilisée par Business France (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

**5.6.2.** Le Dossier d'appel à candidature pourra également être modifié afin, le cas échéant, de mettre en œuvre les règles applicables en cas de « circonstances exceptionnelles », dans les conditions définies par les articles L. 2711-1 et suivants du CCP créés par la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique.

## **ARTICLE 6      DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LES CANDIDATS**

#### **Article 6.1      *Documents relatifs à la candidature***

**Chaque opérateur économique**, qu'il se présente seul ou en groupement, produit à l'appui de sa candidature, dans les conditions des articles R. 2143-3 à R. 2143-16 du CCP :

(i) Une **lettre de candidature** datée et signée individuellement et électroniquement (formulaire DC1 et DC2 ou équivalent), dûment renseigné dans toutes ses rubriques (le formulaire devra indiquer également les nom, prénom, adresse postale, numéro(s) de téléphone, adresse e-mail, SIRET et numéro de TVA intracommunautaire des candidats).

**Point d'attention** : en cas de candidature groupée :

- Tous les membres doivent signer la lettre de candidature ou, à défaut, habilitier leur

mandataire à la signer en leur nom (**l'habilitation devant alors être fournie dès le stade de la candidature, contrairement aux informations figurant sur le modèle de formulaire DC1 établi par le Ministère de l'Economie et des Finances**) ;

- La répartition des prestations entre les différents membres composant le groupement devra être indiquée (par exemple, en complétant la rubrique « *E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations* », en cas d'utilisation du formulaire DC1).

(ii) Une **déclaration sur l'honneur**, dûment datée et signée individuellement et électroniquement, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas visés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP – si elle n'est pas donnée dans le cadre du formulaire DC1 ;

(iii) Tout document relatif aux **pouvoirs** de la personne physique habilitée pour engager le candidat (un extrait K-Bis ou toute pièce justificative équivalente : pouvoir, délégation de signature). Les documents fournis devront permettre de remonter la chaîne de délégation depuis les statuts de l'entreprise pour chaque membre du groupement ou chaque candidat individuel ;

(iv) Le **Cadre de réponse** pour les **candidatures (sous format xls)**, dûment **complété** et **renseigné** et éventuels documents annexés et accompagnés de tout document comptable / réglementaire (Etat réglementaire) mentionnant la répartition du capital ainsi que la répartition du chiffre d'affaires.

(v) La **preuve de l'aptitude du candidat à exercer l'activité professionnelle**, dans les conditions définies à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent règlement d'appel à candidature.

## **Article 6.2      Précisions relatives aux candidatures**

**Candidature remise par un mandataire.** – Comme rappelé à l'article 4.1 du présent Règlement d'appel à la candidature, le Dossier de candidature peut être remis par un intermédiaire en assurance agissant au nom et pour le compte du ou des opérateur(s) économique(s) candidat(s).

Dans cette hypothèse, les pièces composant le Dossier de candidature devant être signées pourront l'être par l'intermédiaire en assurance. Elles devront toutefois comporter l'ensemble des renseignements et documents se rapportant au ou aux opérateur(s) économique(s) candidat(s).

**Traduction** - Le cas échéant, celles des pièces composant le Dossier de candidature rédigées dans une langue autre que le français sont produites accompagnées de leur traduction en langue française.

**Utilisation des formulaires DC1 et DC2** - Pour faciliter la lisibilité des Dossiers de candidature, les candidats sont invités à présenter les renseignements visés au **(i)** et **(ii)** de l'article 6.1. ci-dessus en utilisant les formulaires DC 1 et DC2 établis par le Ministère de l'Economie et des Finances et disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>, joint au Dossier d'appel à candidature.

Il est néanmoins précisé que les candidats ont toute possibilité soit de compléter directement ce formulaire, soit d'établir leurs propres supports de réponse à la condition de fournir l'ensemble des informations sollicitées.

Le Dossier de candidature à remettre par les candidats devant comporter un Cadre de réponse administratif pour les candidatures dûment complété et renseigné (cf. **(iv)** de l'article 6.1 ci-dessus),

**Utilisation du document unique de marché européen** - Conformément à l'article R. 2143-4 du CCP, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME).

A cette fin, les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, utiliser le service DUME accessible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Les candidats peuvent se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. En revanche, ils sont obligatoirement tenus, dans tous les cas (quelles que soient les informations mentionnées dans le DUME), de **remettre le Cadre de Réponse pour les candidatures** dûment complété et renseigné (cf. **(iv)** de l'article 6.1 ci-dessus).

**Preuve par équivalent** - Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de renseigner certains renseignements demandés dans le Cadre de Réponse pour les candidatures dûment complété et renseigné (cf. **(iv)** de l'article 6.1 ci-dessus), il est autorisé à prouver ses capacités par tout autre moyen approprié (par exemple : déclarations appropriées de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents, etc.).

S'il fait usage de la faculté prévue au présent point, le candidat devra tout de même remettre

le Cadre de Réponse, complété des informations qu'il est en mesure de renseigner.

**Précisions :**

- L'absence de références relatives à l'exécution de contrats de même nature ne peut justifier, par elle-même, l'élimination du candidat. Il appartient toutefois à l'opérateur économique de rapporter la preuve de ses capacités financières et économiques d'une part et professionnelles et techniques d'autre part ;
- Si le candidat entend se prévaloir du chiffre d'affaires réalisé au titre des mois écoulés de l'année 2020, il lui appartient, si ce chiffre d'affaires a connu une baisse imputable à l'épidémie de covid-19, d'apporter les justificatifs appropriés permettant à Business France de neutraliser les conséquences de la crise sanitaire (v. article 3 de l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 *portant diverses mesures en matière de commande publique*).

**Entités pourvoyeuses de capacités** - Pour justifier de ses capacités, chaque opérateur économique, se présentant seul ou en groupement, peut faire valoir les capacités d'autres entités quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces entités et lui (***l'Entité pourvoyeuse de capacité***).

Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant ces entités que ceux exigés de lui par Business France.

En outre, il doit justifier qu'il en disposera pour l'exécution de l'Accord-cadre, par tout moyen approprié - par exemple en produisant, un engagement écrit de l'entité concernée.

**Système électronique de mise à disposition d'informations et espace de stockage numérique**

- Conformément à l'article R. 2143-13 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que Business France peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition **(i.)** que **figurent dans le Dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace** et **(ii.)** que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

**Informations déjà en possession de Business France** - Conformément à l'article R. 2143-14 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis à Business France d'une précédente consultation et qui demeurent valables, à condition **que figurent dans le Dossier de candidature toutes les informations nécessaires à**



la consultation de ces documents.

## **ARTICLE 7      CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES**

### ***Article 7.1      Date de remise des dossiers de candidatures***

Les dossiers de candidature devront impérativement être remises avant le :

**Vendredi 14/02/2025 à 12 heure - (heure de Paris)**

### ***Article 7.2      Dématérialisation de la remise des dossiers de candidatures***

En application des dispositions de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les Dossiers de candidature, sont transmises exclusivement de façon dématérialisée via la plateforme de dématérialisation des achats utilisée par Business France (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Tout Dossier de candidature remis sur support « papier » ou sur support physique électronique à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique sera considéré comme irrégulier et traitée dans les conditions prévues à l'article 29 du présent Règlement d'appel à candidature.

L'attention des candidats est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : ce sont la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée.

Les candidats sont donc invités à intégrer des marges de manœuvre suffisante dans leur processus de réponse, pour tenir compte de ces délais d'acheminement.

### ***Article 7.3      Modalités de remise des dossiers de candidatures***

La remise des candidatures se fera exclusivement via la plateforme de dématérialisation des achats utilisée par Business France (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

### ***Article 7.4      Copie de sauvegarde***

Les candidats qui effectuent en sus de la transmission électronique et, à titre de copie de

sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (clé USB, CD-ROM ou équivalent) ou papier doivent faire parvenir cette copie de sauvegarde dans le délai prescrit pour la remise des Dossiers de candidature.

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible sans avoir besoin d'ouvrir l'enveloppe :

#### COPIE DE SAUVEGARDE

Procédure avec négociation n° PN 2025.01.01

Accord cadre de services d'assurance

Gestion du programme d'assurance des volontaires internationaux

Supports papier et électronique

Nom et adresse du candidat

Copie de sauvegarde - Ne pas ouvrir

La copie de sauvegarde doit être transmise par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ou remise en main propre à Business France contre récépissé.

La réception des Dossiers de candidature contenant la copie de sauvegarde est assurée à :  
Business France - 77, Boulevard Saint-Jacques -75998 Paris Cedex 14  
du lundi au vendredi de 9H00 à 12H00 et 14H00 à 18H00.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant a été détecté par Business France dans le Dossier de candidature transmis par voie électronique ;
- lorsqu'un Dossier de candidature a été transmise par voie électronique mais n'est pas parvenue à Business France dans les délais de dépôt ou bien n'a pas pu être ouvert par Business France, sous réserve dans les deux cas que la copie de sauvegarde soit parvenue à Business France dans les délais prévus.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par Business France

La copie de sauvegarde doit comporter l'ensemble des éléments de candidature des candidats.

**Les candidats prendront leurs dispositions pour respecter ces conditions de remise. Aucun Dossier de candidature envoyé par email ne sera accepté. Aucune copie de sauvegarde**

envoyée à une adresse postale autre que celle indiquée ci-dessus ne sera acceptée.

## ARTICLE 8 ANALYSE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Aucune indemnité, aucun droit de remboursement de frais, ne sera alloué aux candidats au titre des études et projets présentés.

### **Article 8.1 Régularité et complétude des dossiers de candidatures**

Les candidats qui ne peuvent soumissionner en application des dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP, qui ne justifient pas de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle ou qui produisent des Dossiers de candidature ne comportant pas l'ensemble des pièces et des renseignements exigés par le présent Règlement d'Appel à Candidature ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation de l'accord-cadre.

Toutefois, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée – ou de documents équivalents (v. article 6.2. du Règlement d'Appel à Candidature) – sont absentes ou incomplètes, Business France peut demander à tous les candidats concernés, dans les conditions fixées par l'article R. 2144-2 du CCP, de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous, lequel ne saurait être supérieur à dix (10) jours.

### **Article 8.2 Niveaux minimaux de capacité**

Les Dossiers de candidatures considérés comme réguliers et complets sont ensuite examinés au regard des niveaux minimaux de capacités suivants :

Libellés	Niveau
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois (3) derniers exercices disponibles	<b>Il est précisé que pour la capacité économique et financière un niveau minimum de 3 000 000€ HT de chiffre d'affaires (chiffre d'affaires moyen sur les trois (3) derniers exercices disponibles) est exigé.</b>

Libellés	Niveau
Déclaration indiquant l'effectif global du candidat pour les trois (3) dernières années	<b>Le nombre de collaborateurs (nombre moyen sur les trois derniers exercices) doit être au minimum de cent (100) personnes.</b>

### **Article 8.3 Critères de sélection des candidatures**

Si le nombre de ces candidats est supérieur à cinq (5) après application des **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**seuils seront sélectionnés les cinq (5) candidats ayant remis le meilleur Dossier de candidature, et sélectionnés sur la base d'un classement établi en application des critères pondérés suivants :

**1. Surface financière (30%),** points répartis comme suit et détaillés dans le Cadre de Réponse pour les candidatures :

**a. Chiffres clés**

Chiffre d'affaires au 31/12/2024 ou dernier exercice connu en indiquant la répartition par risques concernés par l'Accord-cadre

Nombre de contrats en gestion au 31/12/2024 ou dernier exercice connu

**b. Solidité financière**

Capitaux propres au 31/12/2024 ou dernier exercice connu

Résultat comptable des 3 dernières années

**2. Nombre et répartition des moyens humains (30%)** points répartis comme suit et détaillés dans le Cadre de Réponse pour les candidatures :

a. Effectifs moyens annuels du candidat sur les 3 dernières années

b. Importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années en nombre et %

**3. Nombre et pertinence des références (40%)** en rapport avec l'objet de l'Accord-cadre, points détaillés dans le Cadre de Réponse pour les candidatures

Au regard de chaque critère chaque candidat se verra attribué une note :

1. sur le critère : surface financière (NSF)
2. sur le critère : moyens humains (NMH)
3. sur le critère : Nombre et pertinence des références (NPR)

Chaque candidat se verra attribuer à la suite du jugement des critères énoncés ci-dessus une note globale (NG) sur 100 points établie de la manière suivante.

$$NG = (NSF * 0,30) + (NMH * 0,30) + (NPR * 0,40)$$

Conformément à l'article R. 2142-25 du CCP, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'Accord-cadre.

#### **Article 8.4    Vérification de l'absence d'interdiction de soumissionner**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-5 du CCP, les candidats sélectionnés, et à ce titre pressentis pour être autorisés à soumissionner, devront communiquer à Business France, dans le délai qui leur sera imparti :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière d'impôts, de taxes, de contributions ou de cotisations sociales, dont la liste est fixée par l'annexe 4 du CCP. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- Le cas échéant,
  - o La copie du ou des jugements prononcés l'autorisant à poursuivre son activité pendant toute la durée d'exécution de l'Accord-cadre, si le candidat est en redressement judiciaire ;
  - o La copie du plan de redressement (v. article 1 de l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique).

#### **Liste des Annexes au Règlement d'Appel à Candidature :**

- ANNEXE 1 Démographie volontaires internationaux
- ANNEXE 2 Démographie ayants droits
- ANNEXE 3 Ligne à ligne Frais de santé
- ANNEXE 4 Eléments financiers prévoyance
- ANNEXE 5 Ligne à ligne assistance

- ANNEXE 6 Notice d'information assurance volontaires internationaux